



Société de développement  
international Desjardins (1985) inc.

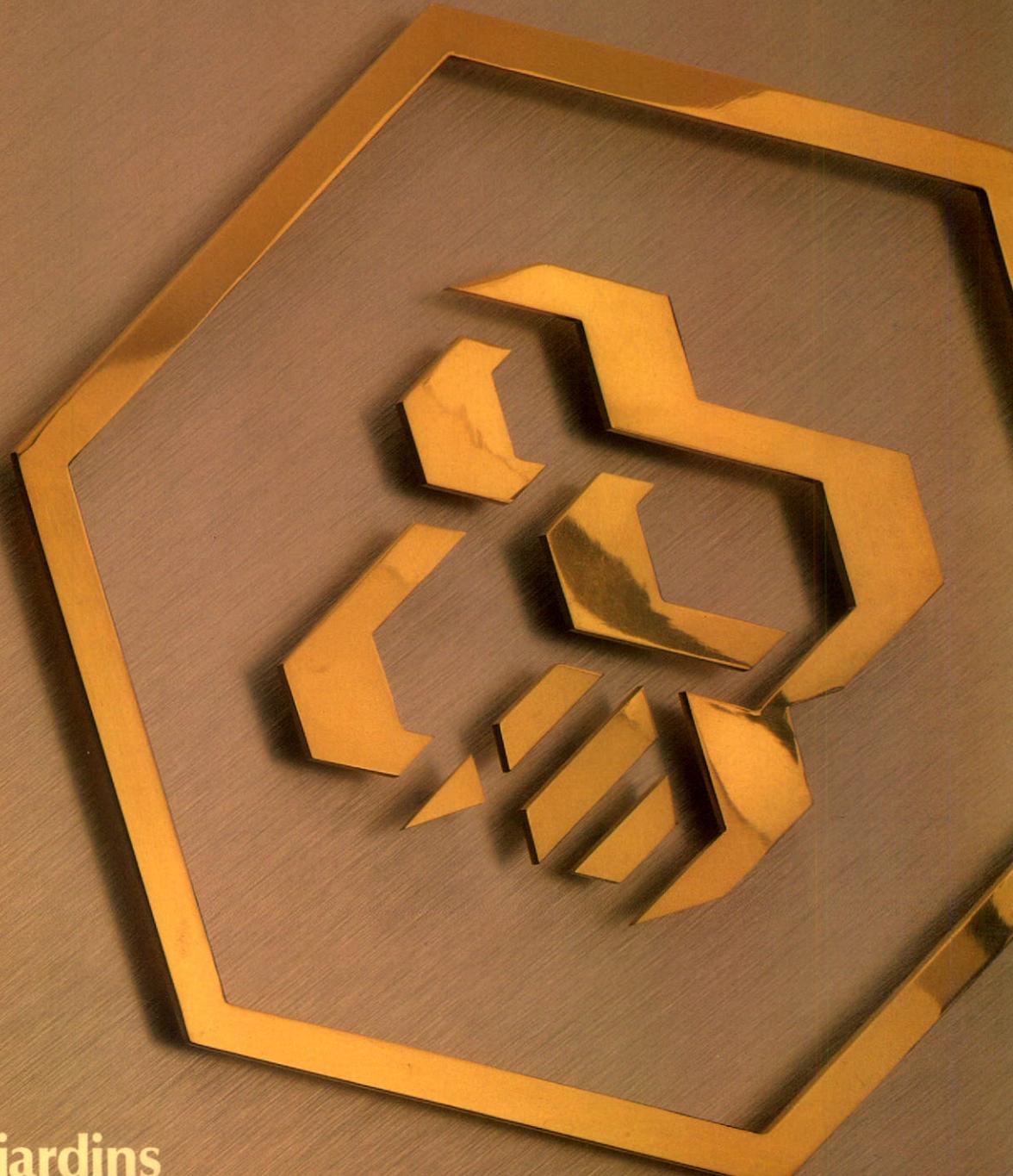
C

1

9

8

6



Desjardins



RAPPORT

ANNUEL

1986



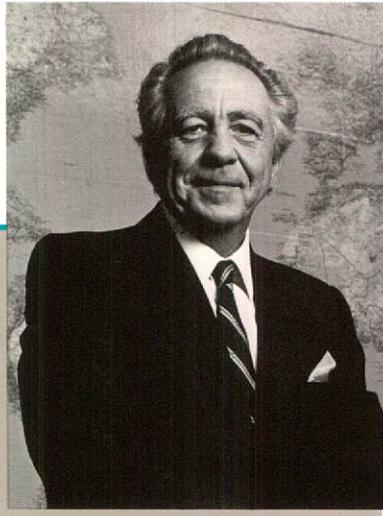
Société de développement  
international Desjardins (1985) inc.

HOWARD ROSS LIBRARY  
OF MANAGEMENT

JUN 8 1988

MCGILL UNIVERSITY

MESSAGE DU  
PRÉSIDENT  
DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION



M. Henri-Paul TRUDEL

L'année 1986 en a encore été une de croissance importante des activités de la Société de développement international Desjardins.

La confiance ainsi manifestée par près de cinquante institutions partenaires de quinze pays nous inspire sans doute un sentiment de fierté. Mais elle est en même temps porteuse de très lourdes responsabilités à l'égard de milliers d'hommes et de femmes qui nous ont invités à les accompagner dans leurs efforts de prise en charge.

Consciente de telles exigences, la SDID a entrepris en 1986 un examen de son approche, de ses méthodes et de ses outils de développement. Elle a amorcé une révision de son organisation et a poursuivi, avec l'appui du Mouvement Desjardins et de l'Agence canadienne de développement international,

la bonification de l'encadrement professionnel et administratif de son action outre-mer.

Cette réflexion sur nos valeurs et cette recherche d'excellence s'inscrivent tout à fait dans la ligne des délibérations du Congrès de novembre des dirigeants et dirigeantes de Desjardins.

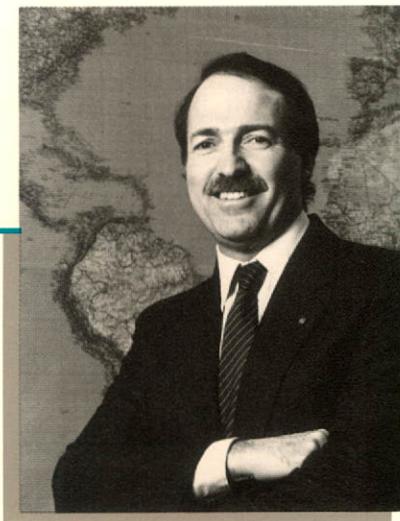
Au nom des administrateurs et de l'ensemble du personnel de la SDID, je remercie les personnes et les institutions de Desjardins qui nous ont appuyés de diverses manières en 1986.

Je veux également réitérer notre détermination à faire nôtre la préoccupation exprimée par plusieurs participant(e)s au Congrès relativement à une visibilité accrue de la SDID au sein du réseau Desjardins et en particulier auprès des caisses et des membres.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Henri-Paul Trudel' with a stylized flourish at the end.

Henri-Paul TRUDEL  
Président du conseil d'administration

RAPPORT DU  
PRÉSIDENT-DIRECTEUR  
GÉNÉRAL  
ACTIVITÉS SUR  
LE TERRAIN



M. Michel DORAY

Ce rapport d'activités 1986 comprend:

- un résumé des activités de la SDID en Afrique et en Amérique latine;
- un bref compte-rendu des appuis institutionnels, professionnels et administratifs du siège social;
- un énoncé de lignes directrices pour 1987.

## Programmes Afrique

La SDID a poursuivi en 1986 ses activités au Burkina Faso, au Cameroun, au Zaïre et au Rwanda et a initié un nouveau programme au Niger. Des missions ont été réalisées au Sénégal et au Bénin. La SDID a accueilli plusieurs stagiaires africains et s'est associée à des actions de coopération Sud-Sud.

## Burkina Faso



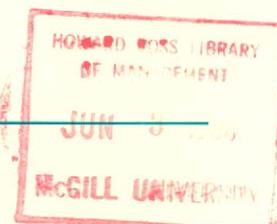
Plusieurs conditions ont été réunies, avec la collaboration de deux coopérants de la SDID, pour permettre le démarrage du programme quinquennal 86-91 d'appui à la consolidation et au développement des coopératives d'épargne et de crédit:

- accroissement de l'autofinancement du réseau de l'Union régionale de la Bougouriba qui mobilise maintenant avec ses onze caisses populaires une épargne locale dont la valeur excède un million de dollars canadiens;
- relance d'une caisse urbaine dans un quartier en rénovation de Ouagadougou;
- extension dans la région du Yatenga;
- constitution d'une équipe de trois collaborateurs burkinabès appelés à prendre éventuellement la relève des conseillers techniques de la SDID;

- précision des relations avec les autorités administratives (ministère de l'Agriculture et de l'Élevage; ministère de la Question Paysanne);
- missions d'évaluation, de vérification et de formation;
- soutien de la Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay-Lac Saint-Jean.

De plus, la SDID a continué d'appuyer la Coopérative de production artisanale des femmes de Ouagadougou (COPAFO).

La SDID a également poursuivi la définition d'un programme visant à accroître la participation des femmes dans les secteurs de la production marchande, de l'élevage, du crédit et de la formation agricole.





## Niger



Avec la présence, à partir de juin 1986, d'une conseillère technique à Niamey et en coordination étroite avec la Direction gouvernementale de la promotion féminine (DPF), la SDID a démarré un programme

d'appui à l'Association des femmes du Niger :

- décentralisation des activités de l'AFN ;
- accroissement de son action auprès des femmes du milieu rural ;
- recherches participatives dans trois régions (Zinder, Tahoua et Niamey).

Par ailleurs, la SDID a amorcé des travaux préparatoires à l'identification et à la définition d'un programme d'appui au développement coopératif (notamment en épargne et crédit) dans la région de Dosso et possiblement celle de Diffa.

## Cameroun



D'importantes mesures de redressement entreprises depuis deux ans au sein du réseau de l'Union des caisses populaires de Yaoundé (UCPY) n'ont pas suffi à corriger la fragilité financière et organisati-

onnaire de cette institution. La SDID a dû, en novembre 1986, redéfinir sa collaboration avec l'UCPY et proposer aux administrateurs de cette dernière, ainsi qu'aux autorités gouvernementales de tutelle (COOPMUT), un programme d'appui axé sur le renforcement des onze caisses agréées dont la viabilité a déjà été démontrée.

La SDID a démarré en juin 1986, avec le concours d'un volontaire de l'Organisation Canadienne pour la Solidarité et le Développement (OCSA), un programme d'appui à l'implantation d'une caisse populaire dans la Province de l'extrême nord en collaboration avec la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY).

De plus, la SDID a mis à la disposition de la Coopération Suisse deux consultants pour une mission d'étude sur le montage d'un système de crédit populaire à l'habitation au sein d'une caisse populaire déjà en opération à Douala.

## Zaire



Plus de la moitié des conseillers techniques de la SDID en Afrique œuvrent dans cet immense pays dans les secteurs de l'épargne-crédit ainsi que de la production et de la commercialisation agro-alimentaire.

Plus de 150 coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC), regroupées dans quatre fédérations régionales ou coopératives centrales (COOCEC) qui se sont à leur tour dotées d'une confédération nationale ou Union des coopératives centrales (UCCEC), constituent l'armature d'un réseau financier autochtone de plus en plus reconnu et respecté.

Associée à sa naissance en 1972, la SDID y a démarré en avril 1986 un nouveau programme quinquennal d'appui orienté principalement vers la consolidation technique et financière des diverses composantes du réseau. Trois nouveaux postes de conseillers techniques ont été créés, dont deux ont été comblés auprès de l'UCCEC à Kinshasa et au sein d'une coopérative centrale à Kikwit dans la région du Bandundu. Une autre coopérative centrale dans la région de Kinshasa sera dotée d'un conseiller au début de 1987.

La SDID a continué d'affecter deux coopérateurs auprès de la COOCEC du Kivu :

- l'un, posté à Bukavu, a prioritairement travaillé à la révision des statuts, normes et procédures ainsi qu'à la formation du personnel ;
- l'autre a appuyé, à Goma, la consolidation d'une unité de services d'inspection et de formation pour la sous-région du Nord-Kivu ainsi que la conception et la diffusion d'outils d'éducation auprès des membres, dirigeants(tes) et employés(ées).

Dans le cadre de sa participation depuis près de dix ans au programme de développement rural du Nord-Kivu, la SDID :

- a poursuivi en 1986 sa collaboration avec l'Association coopérative des groupements d'éleveurs du Nord-Kivu (ACOGENOKI) qui regroupe la majorité des 14 000 éleveurs de la région. Trois coopérateurs y appuient l'organisation de la Coopérative centrale et la consolidation des groupements locaux. Ont été de plus réalisés une étude sur la production laitière et ses dérivés, des stages de formation au Zaïre et au Kenya, ainsi qu'un stage au Canada d'un vétérinaire du Département de l'agriculture du Zaïre en collaboration avec Agriculture Canada et l'École de médecine vétérinaire de St-Hyacinthe;
- a complété la construction d'un abattoir à Goma, amorcé les travaux requis pour sa liaison au réseau électrique régional et mené à terme la définition d'un programme de trois ans d'assistance technique qui débutera au deuxième trimestre de 1987;
- a continué d'appuyer, à titre de sous-traitante de la firme INTAGRO Inc., l'Association coopérative des éleveurs de l'Ituri (ACOOPELI) : un conseiller a secondé le directeur général de l'Association laquelle regroupe 16 000 éleveurs propriétaires de près de 400 000 têtes de bovins; un autre conseiller a collaboré à la réalisation d'un programme de vulgarisation de techniques d'élevage et d'animation coopérative;
- a déposé à l'ACDI un document de projet relativement à la mise en place d'une radio rurale communautaire devant couvrir la région du Kivu et prévoyant un partenariat avec l'Institut International des Communications de Montréal (IIC) et l'Organisation Canadienne pour la Solidarité et le Développement (OCSA).

La SDID s'est également associée avec la Faculté d'administration de l'Université Laval pour préparer et réaliser une étude de pré-faisabilité sur la création d'un incubateur d'entreprise dans la région de Kinshasa.



## Rwanda

À titre de sous-traitante de la firme EXPERCO Inc., la SDID a mené à terme sa participation à l'élaboration du Plan directeur pour la région du Mutara avec l'appui d'un conseiller chargé de

la direction des études sur le terrain et de plusieurs consultants responsables des études sectorielles.

La SDID a, par ailleurs, complété la définition d'un programme d'appui aux 600 familles installées sur les périmètres irrigués du Mutara, obtenu l'approbation et l'appui financier de l'ACDI à ce propos, finalisé les termes d'un protocole d'entente avec le ministère de l'Agriculture du Rwanda et recruté deux conseillers qui seront en fonction au début de 1987.

Ces derniers seront mandatés pour supporter une association coopérative d'aménagement hydro-agricole et remettre en opération, en collaboration avec l'Institut des Sciences Agronomiques du Rwanda, une station d'essais et de multiplication de semences.



## Sénégal et Bénin

L'année 1986 a été l'occasion de poursuivre des contacts avec divers partenaires institutionnels sénégalais engagés dans le développement de la pêche artisanale et la privatisation de ses infra-

structures de transformation et de commercialisation. La SDID a été retenue par l'ACDI pour éventuellement participer à la mise en œuvre d'un nouveau programme d'appui à ce secteur d'activités.

La SDID a également accueilli, pour un stage, le directeur de l'Office Africain pour le Développement et la Coopération (OFADEC).

De plus, le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) a requis les services d'un consultant de la SDID pour une mission d'évaluation de projets de pêche maritime artisanale au Bénin.

---

## Coopération Sud-Sud

Plusieurs actions de collaboration inter-pays sont venues compléter ou renforcer au cours de 1986 les activités de la SDID :

- tenue au Centre de Promotion et de Formation Coopératives (CPFC) de Cotonou (Bénin), en avril, d'un séminaire qui a réuni les partenaires institutionnels nationaux et les coopérateurs de la SDID engagés dans le développement des coopératives d'épargne et de crédit au Burkina Faso, au Cameroun et au Zaïre ;
- réalisation au CPFC d'une session de formation de six semaines en inspection et vérification pour huit employés burkinabès, camerounais et zaïrois et trois délégués d'organismes de contrôle et de surveillance des coopératives d'épargne et de crédit du Bénin ;
- support au programme d'appui du Conseil canadien de la coopération au Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Alliance Coopérative Internationale : financement de micro-projets coopératifs féminins et de l'embauche d'une coordonnatrice régionale.

De plus, la SDID a été retenue avec la Co-op Union of Canada (CUC) et la Société de Coopération pour le Développement International (SOCODEVI) pour mettre en œuvre, dans le cadre du programme Afrique 2000 lancé par la Ministre des Relations extérieures du Canada en mai dernier, une série d'activités en vue de favoriser l'accès des femmes africaines au crédit et ce, en étroite coordination avec l'Association Women's World Banking (WWB). Une première étape a été franchie au cours des derniers mois de 1986 :

- identification de projets au Niger dans la région de Dosso ;
- participation à un séminaire organisé par la Banque Africaine de Développement à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Il faut enfin mentionner que la SDID a poursuivi en 1986 sa collaboration avec le Conseil canadien de la coopération internationale (CCCI) et l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) dans le cadre du projet « Solidarité Canada Sahel ».

*L'ensemble des activités du programme Afrique, a totalisé des coûts de 4 M\$ et a été supporté financièrement par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Elles ont requis la présence sur le terrain de dix-huit coopérateurs(tes), dont six provenant du Mouvement Desjardins, l'envoi d'une vingtaine de consultants(tes), dont cinq du Mouvement Desjardins, et l'appui de sept personnes/année au siège social.*

---

## Programmes Amériques

La SDID a continué de s'associer en 1986 au développement du mouvement coopératif latino-américain d'épargne et de crédit tout en intensifiant son engagement à l'égard d'autres secteurs coopératifs et en concrétisant sa présence en Haïti.

---

## Réseau Colac

C'est en février 1986 que s'est terminé le programme triennal d'appui au renforcement institutionnel de la Fundacion Educativa de la Confederación Latino-Americana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (FECOLAC). L'évaluation de ce programme a démontré qu'il avait permis de maintenir et d'intensifier le support de l'équipe de Panama aux fédérations membres de COLAC notamment en ce qui concerne les transferts technologiques et la formation des cadres.

Sous la coordination de FECOLAC et avec l'appui d'une conseillère technique de la SDID, des activités de consultation ont été mises en œuvre auprès de cinq fédérations (Salvador, Honduras, Colombie, Equateur et Bolivie) en vue de renforcer leur support à leurs coopératives de base dans les domaines du contrôle interne, de la planification financière et de la gestion comptable. Une évaluation externe de ce programme en a confirmé la pertinence et recommandé la poursuite pour une période de trois ans.



La SDID a accueilli monsieur Marco Tellez, coordonnateur de ce programme au sein de FECOLAC. Monsieur Arnaldo Castillo Guiza, secrétaire du conseil d'administration de COLAC et directeur général de la Fédération hondurienne des coopératives d'épargne et de crédit (FACACH), a participé aux assemblées générales annuelles du Mouvement Desjardins en mars 1986.

La SDID a également poursuivi en 1986 des collaborations bilatérales avec trois fédérations nationales affiliées au réseau COLAC :

- FACACH (Honduras) : constitution d'un fonds de petits projets dans les secteurs de l'agriculture et de l'artisanat (179 prêts accordés aux membres de huit caisses locales) ;
- FECACNIC (Nicaragua) : grâce à un fonds semblable, la fédération avait octroyé, à la fin de 1986, 102 prêts à la production, mis sur pied cinq centres de ravitaillement en biens de première nécessité, tout en assurant le suivi des projets et la formation des membres ;
- UCONAL (Colombie) : appui à la mobilisation de l'épargne (dont le volume s'est accru de 500 % en moins de trois ans) et consolidation de la gestion de douze coopératives et de vingt-sept succursales.



## Honduras

C'est en 1986 qu'a démarré un programme triennal d'appui au mouvement coopératif hondurien.

Ce programme rejoint directement plus de 5 000 personnes et met l'emphase sur le développement et la consolidation de coopératives locales de production agricole, artisanale et industrielle, sur le renforcement d'organismes fédératifs de soutien et sur la mise en place d'une structure adéquate de concertation et de représentation nationales.

Ont été affectés à ce programme un conseiller technique de la SDID assisté d'une volontaire du Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI). Une consultante de la SDID a réalisé, en cours d'année, une étude économique sur la commercialisation des produits agricoles.

Devant l'ampleur et l'impact anticipé d'un tel programme, l'ACDI a recommandé un renforcement de l'assistance technique canadienne et mis en marche les procédures requises pour l'obtention d'un financement complémentaire nécessaire à l'envoi par la SDID de quatre autres intervenants canadiens au cours de 1987.



## Costa Rica

La SDID a complété son support matériel et technique à la Coopérative de Pêcheurs Colorado de Abangares (COOCOPECO). Cet appui a permis à la coopérative de diversifier sa production et d'améliorer son réseau de commercialisation.

La SDID a également réalisé, au cours de l'été 1986, une mission de pré faisabilité en vue de l'élaboration d'un programme d'appui auprès de 13 coopératives de pêcheurs sur la côte du Pacifique. Ce programme pourrait démarrer d'ici la fin de 1987.



## Panama

La SDID a mené à terme son appui à deux coopératives rurales oeuvrant respectivement dans la transformation et la commercialisation du café et dans l'élevage porcin.



## Colombie

La SDID a poursuivi, avec la collaboration des caisses populaires du secteur Emile-Girardin de Montréal, son appui financier et technique à la mise sur pied d'une coopérative de services multiples

desservant six communautés situées autour du lac La Cocha. Un magasin coopératif est maintenant entré en opération et plus de 35 projets sont en cours de réalisation.

Trois représentants du secteur Emile-Girardin se sont rendus sur place au printemps 1986 et ont accueilli en octobre trois coopérateurs colombiens.

Faisant suite à une mission d'identification réalisée au cours de 1985, la SDID a complété la définition d'un programme d'appui à des coopératives et des groupes autogérés colombiens de production dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la petite industrie et de l'artisanat.

Un représentant du Mouvement Desjardins a été invité en avril à Bogota comme ressource d'un séminaire visant à familiariser les représentants de 30 organismes colombiens avec les institutions et les principes coopératifs.



## Haiti

La SDID s'est associée à un projet d'appui de la caisse populaire Ste-Anne de La Pocatière à l'amélioration de l'habitat dans la région de Pilate et a collaboré à un programme de développement

coopératif à l'île de La Tortue, soutenu par la caisse populaire St-Sacrement de Québec .

Deux missions ont permis de définir un programme d'appui au crédit à la production et au développement devant démarrer en 1987. Localisé dans la région du nord, ce programme aura comme principaux partenaires la caisse populaire «l'Union de Cap Haïtien», la Caritas-Haïti et l'Union des coopératives du Nord (UCONORD).

Suite à un appel de propositions, l'ACDI a confié à la SDID la gestion d'un programme expérimental de micro-réalisations qui débutera en 1987 et s'échelonnera sur 42 mois. Deux coopérateurs seront affectés à ce programme.

*L'ensemble des activités du programme Amériques a totalisé des coûts de 1,7 M\$ et a été supporté financièrement par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Elles ont requis la présence sur le terrain de quatre coopérateurs(tes), dont deux du Mouvement Desjardins, l'envoi de treize consultants(tes), dont un du Mouvement Desjardins, et l'appui de trois personnes/année au siège social.*

## **O**rientation, planification et coordination

La SDID a accueilli trois nouveaux administrateurs au cours de 1986 :

- monsieur Léonard Robitaille, président de la FCPD de l'Abitibi, élu lors de l'assemblée générale annuelle de la SDID ;
- messieurs Jean-Paul Choquette, président de la caisse d'économie Éduco et administrateur de la Fédération des caisses d'économie du Québec et Guy Ruel, directeur de la caisse populaire de Neufchatel et conseiller de surveillance à la FCPD de Québec.

Messieurs Choquette et Ruel ont été désignés en cours d'année pour remplacer messieurs André Venne (c. pop. St-Jean-Baptiste de Joliette et FCPD de Lanaudière) et André Fortin (c. pop. St-Thomas de Montmagny et FCPD de Québec) nommés administrateurs d'autres corporations de Desjardins et que nous remercions vivement pour leur appui et leur collaboration au cours de leur mandat à la SDID.

Le conseil d'administration a tenu huit réunions au cours de 1986. Il a accordé une attention particulière aux orientations stratégiques de la Société, à l'étude et à l'approbation de ses projets et nouveaux programmes en Afrique et en Amérique Latine, à la préparation des discussions devant mener au renouvellement des engagements de Desjardins et de l'ACDI à l'égard de la SDID pour les trois prochaines années et à un programme d'investissement en informatique et bureautique.

En plus d'exercer ses responsabilités courantes reliées à la planification, la coordination et la supervision de l'ensemble des activités de la Société, la direction générale a entrepris au cours de l'automne une démarche participative devant mener à une restructuration du siège social au début de 1987. La définition d'une programmation corporative pour les années 87-90 et la préparation des négociations en vue du renouvellement des ententes avec l'ACDI ont également retenu son attention.

Le président-directeur général a participé à un séminaire organisé au Bénin qui a réuni les partenaires institutionnels et les coopérants de la SDID engagés dans le développement des coopératives d'épargne et de crédit en Afrique et a effectué deux autres missions en juin (Burkina, Côte d'Ivoire, Maroc) et en novembre (Cameroun). Il a de plus participé au Forum international du Conseil Mondial des Coopératives d'Épargne et de Crédit (World Council of Credit Unions - WOCCU) tenu à Londres en août et à une table ronde organisée par l'Alliance Coopérative Internationale à Bâle (Suisse) en octobre et réunissant divers intervenants coopératifs en développement international.

Au chapitre de la concertation Nord-Nord, une rencontre a réuni, à Madison (USA) en octobre, les directions générales du WOCCU, de la Co-op Union of Canada (CUC), de la Société de Coopération pour le Développement International (SOCODEVI) et de la SDID.

Des contacts et collaborations ont été maintenus avec d'autres intervenants canadiens (Entraide universitaire mondiale du Canada, Association québécoise des organismes de coopération internationale), européens (Caisses Raiffeisen, Coopération suisse) et internationaux (Confédération Internationale du Crédit Populaire).

---

## Services professionnels

Les deux directions géographiques de programmes (Afrique et Amériques) ont continué de veiller à la qualité des appuis professionnels et techniques sur le terrain et de superviser l'exécution des divers projets de coopération institutionnelle de la SDID. Elles ont été de plus mobilisées par des activités de dotation de coopérants(tes) et de consultants(tes), des missions sur le terrain, des contacts réguliers avec leurs interlocuteurs de l'ACDI et la rédaction de nombreux documents: mémoires d'identification de projets, plans d'opérations, rapports.

Un groupe-conseil « Recherches et développement », mis en place au cours de 1985, a poursuivi son appui aux directions de programmes: études de faisabilité, définitions de projets et prestations professionnelles spécialisées. Il a de plus mené à terme la production d'un ouvrage sur « l'Ingénierie des projets de développement ».

Ce livre fait le point sur l'expérience passée et l'approche de développement de la SDID et propose les fondements théoriques, la démarche méthodologique et les outils techniques nécessaires à une gestion de projets fondée sur le partenariat entre une société consultante du Nord et ses interlocuteurs institutionnels du Sud.

L'information du réseau Desjardins relativement aux activités de la SDID a continué de s'intensifier au cours de 1986. L'appui du réseau Desjardins à la SDID fait l'objet d'une section spéciale du présent rapport annuel.

---

## Services administratifs

L'augmentation du volume d'activités de la SDID et des mouvements de personnel (coopérants(tes) et consultants(tes)) a accru la demande d'appuis logistiques et administratifs du siège social.

À la fin de 1986, la SDID comptait en effet 18 coopérants(tes) sur le terrain et 25 employés(ées) au siège social.

La direction administrative et financière a mis en œuvre, au cours de 1986, un programme d'implantation d'outils informatiques et bureautiques au niveau du secrétariat et de la comptabilité. Cette direction a été activement associée au processus d'évaluation et de redéfinition de l'organisation du siège social.



**RAPPORT DU  
PRÉSIDENT-DIRECTEUR  
GÉNÉRAL  
LIGNES DIRECTRICES  
POUR 1987**

**L**a SDID continuera en 1987 de concentrer ses activités dans une dizaine de pays en Afrique, aux Antilles et en Amérique Centrale et du Sud, tout en explorant la possibilité d'initier une présence en Asie.

Une attention particulière sera consacrée à bonifier l'intégration des programmes et des ressources de la SDID dans chaque pays, à consolider son approche de partenariat avec ses interlocuteurs institutionnels du Sud et à favoriser une participation accrue des femmes et des jeunes dans les initiatives de développement auxquelles elle est associée.

L'année sera marquée par la mise en œuvre d'une nouvelle entente de trois ans avec la Direction de la coopération institutionnelle et des Services au développement (CISD) de l'ACDI. De plus, une réorganisation administrative et structurelle du siège social de la SDID devrait lui permettre de supporter plus adéquatement ses engagements actuels et son développement des prochaines années. La SDID devra également intensifier son programme de communication au sein du réseau Desjardins.

En terminant, je voudrais remercier les administrateurs, le personnel terrain et l'équipe du siège social de la SDID pour leur engagement, leur loyauté et leur solidarité au cours de cette année 1986 qui fut très intense et exigeante.



**Michel Doray**  
Président-directeur général

**L**a SDID a continué de bénéficier en 1986 du support de plusieurs composantes du Mouvement Desjardins et ce, de trois manières principales :

- information du réseau;
- soutien des activités de la SDID;
- collaboration directe à des projets de développement.

## Information du réseau

La direction Communication-Marketing de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec :

- a publié régulièrement des nouvelles et reportages sur la SDID dans la Revue Desjardins et la revue Ma Caisse ;
- a collaboré à l'élaboration d'un plan de communication corporative de la SDID ;
- s'est associée à la préparation d'un diaporama présenté lors de la séance d'information de la SDID dans le cadre des Assemblées générales annuelles du Mouvement Desjardins.

La caisse populaire St-Thomas de Montmagny a, lors de son assemblée générale annuelle, invité la SDID à faire une brève présentation de ses activités.

La Fédération des caisses populaires Desjardins du Centre du Québec a invité la SDID, à l'occasion de la Semaine Desjardins, à animer, avec d'autres institutions du Mouvement, un kiosque d'information à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

La caisse populaire de Bedford a invité la SDID pour une séance d'information dans le cadre d'une session de préparation au Congrès. Cette rencontre, organisée à Québec avec l'appui de la FCPD de Richelieu-Yamaska, a réuni les dirigeant(e)s de cette caisse et leurs conjoint(e)s.

Plusieurs centaines de dossiers d'information sur la SDID ont également été diffusés à travers le réseau : membres, caisses, fédérations, institutions.

## Soutien des activités de la SDID

Les membres de la SDID (La Confédération, onze fédérations et quatre institutions) lui ont versé en 1986, à titre de contrepartie du financement institutionnel de l'ACDI, des cotisations totalisant près de 164 000 dollars.

La Confédération et six fédérations (Québec, Montréal et Ouest-du-Québec, Richelieu-Yamaska, Estrie, Saguenay-Lac St-Jean et Caisses d'économie) ont mis à la disposition de la SDID des ressources humaines directement affectées aux activités sur le terrain à titre de coopérant(e)s à temps plein (7), de consultants occasionnels (6) et de chargé de projets au siège social (1).

Plus de 200 heures non rémunérées ont été consacrées par la Confédération, sept fédérations (Québec, Montréal et Ouest-du-Québec, Lanaudière, Abitibi, Saguenay-Lac St-Jean, Bas St-Laurent, Caisses d'économie), deux institutions (Assurance-Vie Desjardins et Groupe Desjardins, Assurances générales), la Société Historique Alphonse Desjardins et plusieurs caisses, pour accueillir des stagiaires d'Afrique et d'Amérique latine.

La SDID a également bénéficié des services professionnels provenant principalement de la Confédération dans les domaines de la planification et du développement coopératif, des ressources humaines, des communications, des services juridiques, de la fiscalité et de la gestion documentaire.

Il faut enfin souligner que les sept administrateurs de la Société ont consacré plus de cinquante jours/personnes à l'exercice de leurs fonctions au sein de la SDID.



## **C**ollaboration directe à des projets de développement

### **Caisses populaires du secteur Emile-Girardin (FCPD de Montréal et de l'Ouest-du-Québec).**

Les caisses populaires du secteur Emile-Girardin de Montréal sont associées depuis quelques années à un projet de développement communautaire en Colombie en étroite collaboration avec l'organisme «Dynamique Tiers-Monde». Ce projet touche plus de 3 000 habitants répartis dans 6 villages autour du lac «La Cocha» et a bénéficié de l'appui technique d'un conseiller provenant du secteur.

Suite à une campagne de souscription et d'information dans les caisses populaires du secteur, des dons de 15 000 dollars ont été faits en 1985 et en 1986. De plus, trois représentants du secteur Emile-Girardin se sont rendus en Colombie et ont accueilli par la suite trois colombiens engagés dans le projet.

### **Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay-Lac St-Jean.**

En 1984, quatre représentants de la FCPD du Saguenay-Lac St-Jean effectuaient une mission au Burkina Faso auprès de l'Union régionale des caisses populaires de la Bougouriba. Cette mission devait mener à la création d'un comité de coopération internationale (CCI) composé de représentants de la Fédération et des caisses. Ce comité a réalisé, dès 1985, un certain nombre d'activités de sensibilisation : conférence de presse, information dans le rapport annuel, diaporama, levée de fonds, élaboration d'un plan d'action.

Au cours de l'année 1986, le CCI a produit un bulletin d'information trimestriel, a accueilli en stage de perfectionnement l'un des pionniers des caisses de la Bougouriba, Monsieur Denis DABIRE, et fait une levée de matériel scolaire auprès des caisses populaires de la région.

### **Caisses populaires Ste-Anne de La Pocatière et St-Sacrement de Québec**

Les caisses populaires de Ste-Anne de La Pocatière et de St-Sacrement (Québec) sont engagées, depuis plusieurs années, dans des projets de développement coopératif (caisses populaires, agriculture, habitat)

en Haiti. Elles ont invité, au cours de 1986, la SDID à s'associer à leur démarche.

### **Caisse populaire Saint-Paul-de-La Croix de Montréal**

Les sociétaires de la caisse populaire Saint-Paul-de-la-Croix de Montréal votaient en assemblée générale en 1985 une somme de 15 000 dollars pour un projet de coopération internationale. Par l'intermédiaire de la SDID, ce montant a été acheminé vers l'Union des coopératives centrales d'épargne et de crédit du Zaïre et a servi à la création d'un fonds de construction et de rénovation pour les coopératives d'épargne et de crédit locales. Les sociétaires ont accepté de renouveler ce geste en 1986.

### **Autres caisses et institutions.**

Plusieurs caisses et institutions du réseau Desjardins apportent d'autres supports à des initiatives et organismes voués au développement international.

Retenons à titre d'exemple :

- un appui financier de la caisse populaire de Lévis à dix étudiantes qui sont aller enseigner gratuitement à un groupe de jeunes filles du Kenya pendant l'été 1986 ;
- un don de la caisse populaire de Limoilou à l'organisation Collaboration Santé Internationale permettant de défrayer la moitié du salaire de cinq étudiants ;
- des levées de fonds auprès des membres ou des contributions directes à Développement et Paix, Oxfam, l'UNICEF, Coopération Nord-Sud en éducation, Le Cardinal Léger et ses Oeuvres, etc.. ;
- des commandites de séminaires ou de symposiums tel l'appui financier de la FCPD de Québec, du Groupe Desjardins Assurances générales et de l'Assurance-Vie Desjardins lors d'un colloque organisé par la Faculté des Sciences de l'administration de l'Université Laval sur l'entrepreneurship Québec-Afrique.

Un effort sera fait au cours de 1987 pour réaliser un inventaire de ces nombreux apports des diverses composantes du réseau Desjardins.

**RAPPORT  
FINANCIER  
ANNUEL**

Exercice clos le 31 décembre 1986

Société de développement  
international Desjardins (1985) inc.

**RAPPORT DES  
VÉRIFICATEURS**

Aux membres de  
Société de développement  
international Desjardins (1985) inc.

Nous avons vérifié le bilan de SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS (1985) INC. au 31 décembre 1986 ainsi que l'état des résultats, de l'avoir net et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

MALLETTE, BENOIT, BOULANGER,  
RONDEAU & ASSOCIÉS  
Comptables agréés

Québec,  
le 16 janvier 1987

**RÉSULTATS ET AVOIR NET**

	1986 (12 mois)	1985 (7 mois)
<b>Revenus des projets</b>	6 034 540 \$	2 889 168 \$
<b>Coûts des projets</b>	5 716 632	2 727 986
<b>Marge brute</b>	317 908	161 182
<b>Coûts du siège social</b>	1 094 197	505 033
	( 776 289)	( 343 851)
<b>Subventions institutionnelles</b>		
Agence canadienne de développement international (A.C.D.I.)	490 862	220 965
Mouvement Desjardins	163 620	73 655
	654 482	294 620
<b>Contribution supplémentaire</b>		
Agence canadienne de développement international (A.C.D.I.)	255 188	109 281
	909 670	403 901
<b>Marge nette</b>	133 381	60 050
<b>Autres revenus</b>		
Placements	4 684	3 356
Divers	1 050	448
Intérêts sur contributions différées des membres	16 051	15 277
	21 785	19 081
<b>Bénéfice net</b>	155 166	79 131
<b>Avoir net au début</b>	79 131	—
<b>Avoir net à la fin</b>	234 297 \$	79 131 \$

**RAPPORT  
FINANCIER  
ANNUEL**

Exercice clos le 31 décembre 1986

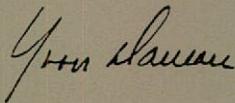
Société de développement  
international Desjardins (1985) inc.

**BILAN**

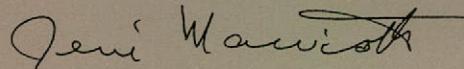
**Au 31 décembre**

	1986	1985
<b>ACTIF</b>		
<b>Éléments à court terme</b>		
Encaisse	89 875 \$	175 869 \$
Dépôts à terme	2 150 000	1 771 000
Débiteurs (note 3)	356 743	468 987
Frais reportés au prochain exercice	30 826	697
Avances – projets en cours	648 690	641 042
	<u>3 276 134</u>	<u>3 057 595</u>
<b>Immobilisations (note 4)</b>	<u>151 229</u>	<u>63 821</u>
	<u><u>3 427 363 \$</u></u>	<u><u>3 121 416 \$</u></u>
<b>PASSIF</b>		
<b>Dette à court terme</b>		
Créditeurs et frais courus (note 5)	478 918 \$	161 912 \$
Avances reçues sur projets en cours	2 626 048	2 553 915
Dû – projets en cours	239	74 977
	<u>3 105 205</u>	<u>2 790 804</u>
<b>Contributions différées des membres (note 6)</b>	87 861	251 481
<b>Avoir net</b>	<u>234 297</u>	<u>79 131</u>
	<u><u>3 427 363 \$</u></u>	<u><u>3 121 416 \$</u></u>
<b>Engagements contractuels (note 7)</b>		

Pour le conseil d'administration



Yvon Daneau  
administrateur



René Massicotte  
administrateur

**RAPPORT  
FINANCIER  
ANNUEL**

Exercice clos le 31 décembre 1986

Société de développement  
international Desjardins (1985) inc.

**ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

	1986 (12 mois)	1985 (7 mois)
<b>Activités des projets</b>		
Bénéfice net	155 166 \$	79 131 \$
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités:		
Amortissement des immobilisations	27 261	13 264
Perte sur taux de change	—	( 46)
	<u>182 427</u>	<u>92 349</u>
Variation nette des autres postes:		
Débiteurs	112 244	( 129 173)
Frais reportés au prochain exercice	( 30 129)	3 360
Avances — projets en cours	( 7 648)	( 90 182)
Créditeurs et frais courus	317 006	33 912
Avances reçues sur projets en cours	72 133	953 630
Dû sur projets en cours	( 74 738)	( 44 654)
Impôts sur dividendes en dissolution	—	( 9 286)
Dû aux ex-actionnaires de S.D.I.D. ltée	—	( 14 986)
	<u>388 868</u>	<u>702 621</u>
	<u>571 295</u>	<u>794 970</u>
<b>Activité de financement</b>		
Diminution des contributions différées des membres	( 163 620)	( 104 978)
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations	( 166 944)	( 29 335)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	2 275	100
	<u>( 114 669)</u>	<u>( 29 235)</u>
Augmentation nette des liquidités	293 006	660 757
Liquidités au début de l'exercice	1 946 869	1 286 112
Liquidités à la fin de l'exercice	<u>2 239 875 \$</u>	<u>1 946 869 \$</u>

Les liquidités de la compagnie représentent l'encaisse et les dépôts à terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

**1 — CONVENTIONS COMPTABLES :**

**a) Reconnaissance des revenus**

Certains revenus de projets sont comptabilisés aux coûts encourus majorés d'un pourcentage de frais d'administration.

En 1986, l'A.C.D.I. a accordé une enveloppe budgétaire globale qui est répartie entre les divers projets. Les revenus de ces projets sont comptabilisés aux coûts encourus; l'excédent des coûts sur les revenus est comblé par une contribution supplémentaire de l'A.C.D.I.

**b) Alignement monétaire**

Les avances sur les projets en cours sont converties aux taux d'origine.

**c) Immobilisations et amortissement**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon la méthode de la ligne droite aux taux suivants:

Matériel téléphonique	20%
Équipement informatique	20%
Mobilier de bureau	10%
Améliorations locatives	(durée résiduelle du bail)

**2 — STATUTS CONSTITUTIFS :**

La compagnie est constituée sans capital-actions et sans but lucratif en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes, et par conséquent, est exemptée des impôts sur le revenu.

**RAPPORT  
FINANCIER  
ANNUEL**

Exercice clos le 31 décembre 1986

Société de développement  
international Desjardins (1985) inc.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**

3 – DÉBITEURS:	1986	1985
Débiteurs – A.C.D.I.	126 443 \$	137 982 \$
Débiteurs – autres	137 491	282 357
Avances aux employés	56 900	39 442
Intérêts courus sur dépôts à terme	35 909	8 215
Impôts sur le revenu	–	991
	<u>356 743 \$</u>	<u>468 987 \$</u>

4 – IMMOBILISATIONS:	1986		1985	
	Coût	Amortis- sement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
Système de gestion d'in- formation du personnel	1 513 \$	1 513 \$	– \$	1 513 \$
Équipement informatique	61 342	19 428	41 914	30 851
Mobilier de bureau	109 865	31 966	77 899	26 620
Améliorations locatives	34 000	34 000	–	4 837
Système téléphonique	32 499	1 083	31 416	–
	<u>239 219 \$</u>	<u>87 990 \$</u>	<u>151 229 \$</u>	<u>63 821 \$</u>

5 – CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS:	1986	1985
Comptes à payer	207 778 \$	41 664 \$
Déductions à la source	16 701	7 732
Vacances à payer	62 767	52 560
Intérêts sur avances C.I.S.D.	191 672	59 956
	<u>478 918 \$</u>	<u>161 912 \$</u>

6 – CONTRIBUTIONS DIFFÉRÉES DES MEMBRES:	1986	1985
	<u>87 861 \$</u>	<u>251 481 \$</u>

Le solde des contributions différées des membres représente le paiement d'une contribution s'échelonnant jusqu'au 31 mars 1987. Cette contribution est répartie trimestriellement en fonction des dépenses encourues par la corporation durant la même période et dont le financement a fait l'objet d'une entente avec l'A.C.D.I.

**7 – ENGAGEMENTS CONTRACTUELS:**

La compagnie s'est engagée par un contrat de bail de cinq ans sur les locaux à compter du 1<sup>er</sup> juin 1986. Le loyer global minimum à payer suivant ce bail se chiffre à 256 017 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 1986 s'établit à 226 148 \$ et les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices en vertu de ce bail sont les suivants:

1987 – 51 203 \$
1988 – 51 203 \$
1989 – 51 203 \$
1990 – 51 203 \$
1991 – 21 336 \$

La compagnie s'est engagée par un contrat de bail de cinq ans sur l'équipement à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1986. Le loyer global minimum à payer suivant ce bail se chiffre à 196 501 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 1986 s'établit à 194 228 \$ et les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices en vertu de ce bail sont les suivants:

1987 – 30 008 \$
1988 – 35 318 \$
1989 – 40 677 \$
1990 – 45 888 \$
1991 – 42 337 \$

## LISTE DES INSTITUTIONS MEMBRES

La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec (CCPEDQ)

Fédération des caisses populaires Desjardins du Centre du Québec

Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec

Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

Fédération des caisses populaires Desjardins de la Péninsule et des Îles

Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie

Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas St-Laurent

Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay-Lac St-Jean

Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Abitibi

Fédération des caisses populaires Desjardins de Richelieu-Yamaska

Fédération des caisses populaires Desjardins de Lanaudière

Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec

Le Groupe Desjardins, Assurances générales

Assurance-vie Desjardins

La Sauvegarde, Compagnie d'assurance sur la vie

Fiducie du Québec

## MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**\*Henri-Paul Trudel**  
*président du conseil*  
président FCPD du centre du Québec  
2<sup>e</sup> vice-président du CA de la CCPEDQ

**\*Yvon Daneau**  
*vice-président*  
1<sup>er</sup> vice-président  
Planification et développement coopératif CCPEDQ

**\*Yvan Guérin**  
*secrétaire*  
président  
Caisse populaire St-Pierre-Apôtre, Longueuil  
administrateur  
FCPD de Montréal et de l'Ouest du Québec

**Jean-Paul Choquette**  
*administrateur*  
président  
Caisse d'économie Éduco  
administrateur  
Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec

**René Massicotte**  
*administrateur*  
vice-président et directeur général  
Assurance-vie Desjardins

**Léonard Robitaille**  
*administrateur*  
président  
FCPD de l'Abitibi

**Guy Ruel**  
*administrateur*  
directeur  
Caisse populaire de Neufchatel  
Conseiller de surveillance  
FCPD de Québec

\* Membres du comité exécutif

## PERSONNEL SUR LE TERRAIN (Décembre 1986)

### AFRIQUE

#### **Burkina Faso**

- Union régionale des caisses populaires de la Bougouriba  
**Réal Véronneau**  
*conseiller technique*  
*coordonnateur SDID au Burkina*
- Caisse populaire de Cissin (quartier en rénovation de Ouagadougou)  
**Pierre Blanchette**  
*conseiller technique*

#### **Niger**

- Appui à l'Association des Femmes du Niger  
**Adriana Nunez**  
*conseillère technique*

#### **Cameroun**

- Union des caisses populaires de Yaoundé  
**Garnier Parent**  
*conseiller technique*
- Caisse populaire de Yagoua  
**Jean-Louis Vaillancourt** (OCSD)  
*conseiller technique*

#### **Zaire**

- Union des coopératives centrales d'épargne et de crédit du Zaire  
**Yves Lafond**  
*conseiller technique* (Kinshasa)  
**Michel Duval**  
*conseiller technique* (Kikwit)
- Coopérative centrale d'épargne et de crédit du Kivu  
**Yvon Roy**  
*conseiller technique* (Bukavu)  
**Egide Cantin**  
*conseiller technique* (Goma)

## PERSONNEL DU SIÈGE SOCIAL (Décembre 1986)

- Association coopérative des groupements d'éleveurs du Nord-Kivu  
**Pierre Larocque**  
*directeur du projet d'appui (sortant de charge)*  
**Robert Théorêt**  
*directeur du projet d'appui*  
**Gilbert Scantland**  
*conseiller en développement coopératif*  
**Alain Bourgeois**  
*zootechnicien*
- Association coopérative des éleveurs de l'ITURI/Intagro Inc.  
**Robert Carrier**  
*conseiller-gestion*  
**Habib Sadeghi**  
*conseiller-animation*

### Rwanda

- Appui à la production agricole irriguée au Mutara  
**Yvon Bernier**  
*conseiller technique*

### AMÉRIQUES

#### Panama

- Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito  
**Diane Martel**  
*conseillère technique*

#### Honduras

- Programme d'appui aux coopératives de production  
**Serge Trudel**  
*coordonnateur du programme*  
**Francine Nadon (CECI)**  
*conseillère technique*

#### Colombie

- Association pour le développement paysan de La Cocha  
**Louis Roberge**  
*conseiller technique*

### DIRECTION GÉNÉRALE

\***Michel Doray**  
*président-directeur général*  
**Monique Breteau**  
*secrétaire*

### DIRECTIONS DE PROGRAMMES

#### Afrique

\***Jean-Marc Lampron**  
*directeur*  
**J.A. Gaston Ouellet**  
*conseiller et chargé de projets*  
**Louise Camiré**  
*conseillère et chargée de projets*  
**Lucille Guay**  
*secrétaire*  
**Annette Larivière**  
*secrétaire*

#### Amériques

\***Michel Lagacé**  
*directeur*  
**Pierre Durand**  
*conseiller et chargé de projets*  
**Pâquerette Tremblay**  
*secrétaire*

### RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT

\***Claude Miville**  
*coordonnateur*  
**Pierre Lessard**  
*conseiller-développement institutionnel*  
**Roger de Winter**  
*conseiller-développement rural*  
**Lorraine Boucher**  
*documentaliste*  
**Danielle Fournier**  
*secrétaire*

### INFORMATION ET APPUIS DU RÉSEAU DES JARDINS

\***Paul Beaulieu**  
*conseiller*  
**Louissette Martineau**  
*secrétaire*

### DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

\***Pierre Émond**  
*directeur*  
**Carole Houde**  
*technicienne aux programmes et projets*  
**Rénaud Dubé**  
*technicien comptable*  
**Sylvie Dionne**  
*technicienne administrative*  
**Hélène Aubé**  
*secrétaire*  
**France Gosselin**  
*réceptionniste-dactylo*  
**Michel Tartif**  
*analyste-comptabilité et informatique*  
**Yvette Langlois**  
*commis-approvisionnement*

Ont également collaboré en cours d'année à titre de consultant(e)s :

**Guy Archambault**  
**Raymond Arsenault (FCPD SLS)**  
**Raymond Audette**  
**Jacques Belzile**  
**Odile Comeau**  
**Pierre Fortin (CCPEDQ)**  
**Charles Gagnon (FCPD Estrie)**  
**Nicole Généreux**  
**Claude Lapointe (FCPD SLS)**  
**Jean-Guy Larochelle (CCPEDQ)**  
**Guy Le Boterf**  
**André Morin (CCPEDQ)**  
**Gilles Morin**  
**Paul Préault**  
**Hélène Rivard**  
**Philippe Ruel**  
**Patricia Fay Thomas**  
**David Tighe**  
**Patrice Vandenberghe**  
ainsi que la  
**COOPÉRATIVE D'ANIMATION ET DE CONSULTATION**

\*Membres du Comité de direction

## SUMMARY

In 1986, the SDID continued its support to the following:

- development of savings and credit cooperatives in Burkina Faso, Cameroon and Zaïre (initiation of five-year programs and hosting of an inter-project seminar); and to 6 federations affiliated to the Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (Salvador, Honduras, Nicaragua, Colombia, Ecuador and Bolivia);
- rural development in Nord-Kivu (Zaïre): setting up animal husbandry cooperatives, construction of an abattoir, studies on setting up a community radio station;
- preparation of a master plan for the Mutara region of Rwanda;
- activities of the International Cooperative Alliance's West Africa Regional Office (cooperative mini-projects for women);
- fishermen's cooperatives in Costa Rica and rural cooperatives in Panama;
- a community development program in Colombia.

The SDID launched the following new programs:

- in Niger: for the socio-economic advancement of women;
- in Rwanda: cooperative association for hydro-agricultural development;
- in Honduras: agricultural, crafts and industrial cooperatives.

The SDID was invited under the auspices of the AFRICA 2000 program to cooperate with Women's World Banking for the implementation of a program aimed at giving women increased access to credit.

Missions were carried out in Burkina Faso, Niger, Zaïre, Senegal, Costa Rica, Colombia and Haïti in order to finalize new projects to begin in 1987.

In Canada, the SDID hosted trainees from Burkina Faso, Zaïre, Senegal and Colombia.

The total cost of these activities was 5.7 million Canadian dollars, funded by the Canadian International Development Agency (CIDA). The projects required the on-site presence of 22 cooperants (including 8 from Desjardins) and some 30 consultants (including 6 from Desjardins).

The SDID continued to give priority to joint and concerted activities with several participating cooperatives in Canada (Société de coopération pour le développement international, Co-op Union of Canada) and internationally (the World Council of Credit Unions, la Confédération Internationale du Crédit Populaire and the International Cooperative Alliance).

In 1986, the SDID received increased support from the Desjardins Movement: financial contribution to the head office, the loan of human resources, North-South twinning, and hosting of trainees.

In 1987, the SDID will focus its activities on some ten countries in Africa, the Caribbean, and Central and South America. It will also explore the possibility of establishing a presence in Asia.

## RESUMEN

En 1986, la SID continuo prestando su apoyo a:

- el desarrollo de cooperativas de ahorro y crédito en Burkina Faso, en Camerún y en Zaïre (iniciación de programas quinquenales y celebración de un seminario inter-proyectos); y a 7 federaciones de la Confederación Latino-Americana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (El Salvador, Honduras, Nicaragua, Colombia, Ecuador y Bolivia);
- el desarrollo rural del Norte-Kivu (Zaïre): cooperativas de ganaderos, construcción de un matadero, estudios sobre la instalación de una estación comunitaria de radio;
- la preparación de un plan maestro para la región del Mutara (Ruanda);
- las actividades de la Oficina Regional para África Occidental de la Alianza Cooperativa Internacional: micro-proyectos cooperativos femeninos;
- cooperativas de pescadores en Costa Rica y cooperativas rurales en Panamá;
- un programa de desarrollo comunitario en Colombia.

La SDID ha iniciado nuevos programas:

- en Niger: promoción socio-económica de la mujer;
- en Ruanda: asociación cooperativa de planificación hidro-agrícola;
- en Honduras: cooperativas agrícolas, artesanales e industriales.

La SDID fue invitada como parte del programa ÁFRICA 2000 a colaborar con Women's World Banking en la implementación de un programa destinado a incrementar el acceso de la mujer al crédito.

Con el fin de finalizar los nuevos proyectos que se iniciarán en 1987, se llevaron a cabo misiones en Burkina Faso, Niger, Zaïre, Senegal, Costa Rica, Colombia y Haïti.

En Canada SDID acogió cursillistas de Burkina Faso, Zaïre, Senegal y Colombia.

El costo total de estas actividades ascendió a \$ 5.7 millones de dolares canadienses provistos por la Agencia Canadiense para el Desarrollo Internacional (ACDI). Estas actividades requirieron la presencia en el sitio de 22 participantes (incluyendo 8 de Desjardins) y unos 30 consultores (incluyendo 6 de Desjardins).

La SDID continuó favoreciendo las acciones mancomunadas y de concertación con varias cooperativas participantes canadienses (Société de coopération pour le développement international, Co-Op Union of Canada), e internacionales (World Council of Credit Unions, Confédération Internationale du Crédit Populaire, Alianza Cooperativa Internacional).

En 1986 la SDID se benefició de un apoyo creciente del Movimiento Desjardins: contribución financiera a la sede social, préstamo de recursos humanos, emparejamiento Norte-Sur, acogida de cursillistas.

En 1987, la SDID concentrara sus actividades en unos diez países en África, el Caribe y América Central y del Sur, mientras explora la posibilidad de establecer su presencia en Asia.



